



Rencontre avec Bernard Marchant

La lettre ouverte de l'intersyndicale Voix du Nord (SNJ, SNJ-CGT, FO, Métropole Nord CGT) du 22 mars était mal engagée suite au retrait dans la foulée du syndicat FO qui en profita pour signifier à M. Marchant qu'il était prêt à discuter après que la transaction soit effective (trop tard pour nous !!). Les autres organisations syndicales signataires restaient bien déterminées à se faire entendre auprès de l'actionnaire de référence.

Faute de réponse de l'actionnaire, le syndicat Métropole Nord CGT décida ce jeudi, après concertation des salariés, de se rendre à la Pilaterie avec des arrêts de travail de 2 heures pour alerter les actionnaires VNI, en réunion ce vendredi matin.

Ceci ne manqua pas de faire réagir les dirigeants et en l'occurrence M. Marchant qui a proposé de rencontrer les délégués syndicaux de la Voix du Nord ce matin à 9h30. L'appel au débrayage a donc été levé.

M. Marchant accompagné de plusieurs dirigeants nous a donc reçus (seul manquait à l'appel le représentant de la CGC). Nous commençons par demander une table ronde entre les différentes parties, ce à quoi M. Marchant nous signifia que la législation française ne l'autorisait pas (risque de délit d'entrave). Il dit le regretter puisque la façon dont se passent les choses n'est pas dans ses habitudes (discussion avec les organisations syndicales des entreprises concernées). M. Harodin (secrétaire du SPQR) quant à lui nous signifia que le SPQR ne pouvait pas s'immiscer dans les problèmes internes aux entreprises...

Ensuite, ils nous expliquèrent que Rossel ne souhaitait pas inclure le pôle normand dans la transaction avant que le problème social ne soit réglé, faute de moyens. On nous annonçait également que les pôles CAP (Union, Est éclair...) et Sud (Nice matin, Var matin...) étaient aussi dans des difficultés financières importantes, et qu'une restructuration avec des suppressions d'emplois était à envisager. Les représentants de Rossel ont ajouté que le temps commence à être long, et qu'ils pourraient être tentés de se retirer de cette transaction. M. Marchant nous signifia d'ailleurs qu'il n'était pas un « papivore », mais plus un chef d'entreprise qui s'intéresse à la presse.

De notre côté, nous continuons de penser que la seule solution pour que Paris Normandie vive est qu'il soit intégré dans le rapprochement VdN - GHM et qu'il ait droit à de réelles négociations, et pourquoi pas au cours d'une réunion informelle que Rossel semble ne pas totalement exclure, souhaitant avant tout respecter le droit français.

Après cette rencontre, qui ne fait que confirmer nos idées, nous continuons à soutenir les salariés de Paris Normandie et des autres titres normands.

A Lille, le 30 mars 2012.